

[Texte]

committed under the fund's normal short-term facilities in the earlier 1980s was now falling due for repayment in the late 1980s. Thus, the net transfer of fund resources—total outflows from the fund to recipients less reflows of repayments and interest charges to the fund—swung from a positive \$983 million from the IMF to Africa in 1983 to a negative \$895 million from Africa to the IMF in both 1986 and 1976, a staggering turnaround and a staggering obligation for the African countries to pay to the IMF.

[Traduction]

au lieu de le régler. En effet, les fonds à court terme qu'il avait prêtés au début des années 80 devaient être remboursés à la fin de cette décennie. C'est ainsi que le transfert net de ressources du Fonds—le total des versements du Fonds aux récipiendaires moins les remboursements et les paiements d'intérêts—est passé d'un solde positif de 983 millions de dollars au profit de l'Afrique en 1983 à un solde négatif de 895 millions de dollars dus par l'Afrique au FMI en 1986 et 1976. Il s'agit donc d'un renversement complet de la situation et d'une obligation écrasante pour les pays africains.

• 1115

I have not seen any figures or projections, but I would assume that if most of the \$10 billion Canadian equivalent in ESAF facilities is committed to sub-Saharan Africa over the next two years then this negative net transfer from the world's poorest countries to the IMF will be sharply reversed and the reflows consequent on repaying the ESAF loans will then be stretched over the next decade.

Even more important is what will happen to global flows to Africa over the next few years. In its recent report, the UN Secretary General's advisory group on financial flows to Africa concluded that \$5 billion in additional flows annually would be necessary to secure some economic growth, increase imports, and reduce the debt servicing ratio in sub-Saharan Africa. If the ESAF and other recent initiatives, notably those by the World Bank, are factored in, then the net additional requirement falls to \$2 billion annually, still a sizeable amount that we are nowhere close to meeting. However, it is important to realize that the positive effect of the ESAF itself requires additionality; that is, it should mean that new money is flowing into Africa and not simply being taken from existing aid funds.

In Canada's case, the essential component of our contribution is the \$250-million grant component, which will be used to subsidize interest on the ESAF loans. This is what really is being transferred to Africa. The \$550-million contribution to the loan account will simply be repaid to Canada by the IMF and can in fact be regarded as Canada's investment. Therefore it is important that the \$250-million grant contribution be additional to what we were going to allocate to sub-Saharan Africa in any case from our ODA envelope. Otherwise, our contribution to closing this \$5-billion gap pointed out by the UN advisory committee will be minimal at best.

That is all I had to say. Thank you, Mr. Chairman.

**Le président:** Merci beaucoup.

Je n'ai pas vu de chiffres ni de projections, mais je pense que, si l'essentiel des 10 milliards de dollars canadiens que représentent par équivalence les fonds de la FAAS est consacré à l'Afrique subsaharienne au cours des deux prochaines années, ce transfert négatif net des pays les plus pauvres du monde vers le FMI serait neutralisé, et les remboursements des prêts de la FAAS pourraient être échelonnés sur les dix prochaines années.

Ce qui est plus important encore, c'est l'avenir des mouvements financiers vers l'Afrique au cours des prochaines années. Dans son récent rapport, le groupe consultatif sur le flux financier vers l'Afrique du Secrétaire général des Nations unies a conclu qu'il faudrait augmenter de 5 milliards de dollars par an les versements financiers à l'Afrique subsaharienne pour lui permettre d'avoir une certaine croissance économique, de développer ses importations et de réduire le service de sa dette. Même si l'on tient compte de la FAAS et d'autres initiatives récentes, notamment celle de la Banque mondiale, il nous faut encore 2 milliards de dollars par an, c'est-à-dire un montant substantiel que nous sommes loin d'avoir trouvé. Il est toutefois important de noter que, pour avoir un effet positif, la FAAS doit constituer un complément; autrement dit, il faut qu'elle constitue un apport de capitaux nouveaux à l'Afrique, et non pas simplement une réaffectation de fonds d'aide déjà existants.

Dans le cas du Canada, la composante essentielle de notre contribution est cette subvention de 250 millions de dollars destinés à subventionner les intérêts sur les prêts de la FAAS. C'est en réalité ce qui est transféré à l'Afrique. La contribution de 550 millions de dollars au compte de prêts sera simplement remboursée au Canada par le FMI et peut en fait être considérée comme un investissement du Canada. Il est donc important que la subvention de 250 millions de dollars vienne s'ajouter à ce que nous allions verser de toute façon à l'Afrique subsaharienne dans le cadre de l'aide officielle au développement, sans quoi nous n'aurons que très peu contribué à combler ce trou de 5 milliards de dollars souligné par le groupe consultatif des Nations unies.

C'est tout ce que j'avais à dire. Merci, monsieur le président.

**The Chairman:** Thank you very much.